NPA L'étincelle
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Centre hospitalier
Saint-Denis

Lundi 29 novembre 2021

Guadeloupe-Martinique :

Si violence il y a, c'est celle de l'ordre colonial et de la pauvreté

Un vent de révolte souffle sur la Guadeloupe et la Martinique : grèves, manifestations, barrages de route dont certains sont défaits par la police et aussitôt reconstruits. C'est la colère légitime des plus pauvres, salariés et chômeurs qui explose face au mépris des autorités. La passe sanitaire imposé par le gouvernement, qui a brutalement suspendu de leur travail, sans solde, des centaines de soignants, de pompiers et d'autres salariés, a été une injustice de plus qui a fait déborder le vase. Mais c'est plus largement la colère sociale contre les conditions de vie, le chômage et la misère qui a explosé.

Les Macron et Castex, et leurs amis patrons, osent donner des leçons de santé et parler de *« non-respect des règles sanitaires »*, eux qui sont les responsables de la situation, y compris de la méfiance face à un vaccin bien utile. Si la dernière vague de Covid s'est transformée en catastrophe, c'est bien du fait du délabrement des structures de santé à Pointe-à-Pitre ou ailleurs.

Après avoir envoyé des contingents du Raid et du GIGN et instauré un couvre-feu au prétexte d'incendies et pillages, Macron et ses ministres ont dû changer de ton devant une colère contre les inégalités et la pauvreté qui pourrait et devrait même déborder les Antilles. Et le gouvernement d'annoncer quelques mesures dérisoires pour tenter de faire retomber la colère, comme le report de l'obligation vaccinale au 31 décembre (plus d'urgence donc ?). Le ministre des Outre-mer, Lecornu, dépêché sur place ce dimanche, a lancé une vague formule d'« autonomie » possible, dans l'espoir qu'elle allèche quelques élus et notables locaux espérant y glaner quelques postes et prébendes. Le problème n'est pas là. Tout comme est dérisoire la soudaine promesse d'un millier d'emplois « aidés » pour les jeunes. C'est un travail et un salaire décent qui sont demandés, pas de vagues promesses.

Contre l'incurie des pouvoirs publics

La mobilisation lancée par des collectifs d'organisations syndicales, politiques et associatives, avec le mouvement de grève qui a éclaté, posent tous les problèmes sociaux. Elle se dresse contre un État français et ses antennes locales qui méprisent la santé publique : manque d'hôpitaux, mais aussi un réseau d'eau qui, en Guadeloupe, se dégrade au point de priver de nombreuses familles d'eau potable… mais pas de payer les factures aux compagnies. La corvée d'eau fait partie du quotidien : de quoi se révolter !

Autre scandale, celui du chlordécone, ce pesticide ultra-toxique utilisé dans les bananeraies jusqu'en 1993, alors qu'il était interdit en France, qui pollue encore les terres et empoisonne aujourd'hui plus de 90 % des Antillais, provoquant des maladies graves**.**

Colère des travailleurs et des jeunes

À cela s'ajoutent un chômage de masse (40 % chez les moins de 30 ans), une vie dans des villes ouvrières délabrées et une jeunesse souvent contrainte à émigrer. Les prix des produits de consommation courante et de l'essence connaissent une hausse insupportable pour la population.

Il est donc plus que nécessaire que des soignants, des pompiers, mais aussi des enseignants, des pompistes, des territoriaux et des travailleurs de l'hôtellerie-restauration se révoltent contre cette situation. Les grévistes et les jeunes dénoncent d'abord et avant tout le chômage et les bas salaires, le manque généralisé de moyens pour vivre.

Vive la lutte des travailleurs antillais !

Sur les piquets de grève et les barrages, ils ont dû faire face à la répression brutale des forces de l'ordre, à des arrestations. D'autant plus brutale que l'ordre et le mépris colonial, celui de l'État comme celui des « békés », les descendants des colons qui possèdent les plantations et dominent l'économie locale, rendent la vie encore plus dure qu'ici. Le succès de leur lutte est capital pour nous aussi. Par leur mobilisation et leurs revendications contre la dégradation sociale, les travailleurs de Guadeloupe et Martinique montrent la voie.

La faute à qui ?

Le manque d'effectif en réa-néonat a obligé la fermeture de lits sachant que les collègues cumulent les heures sup pour limiter le défaut de soin institutionnel. Elles sont en grève depuis 2 semaines pour dénoncer la situation et réclamer des moyens. Dans le même temps, la pression voire les injonctions à prendre en charge les bébés au-delà des ratios soignants nécessaires continue de se faire sentir. Récemment elles ont pu entendre qu'il y aurait des transferts de bébés À CAUSE de la grève ! Non mais ! Par la grève, elles défendent la sécurité de la prise en charge des bébés et de leurs parents, et leur propre sécurité aussi. Ce sont les dégradations de conditions de travail, l'absence de reconnaissance salariale, le manque d'accès à la formation financée pour être puéricultrice qui forcent les transferts et le manque de lits, pas la mobilisation.

Sages-femmes : un rapport de forces loin d'être terminé

Les annonces de Véran sont le signe que le rapport de forces oblige le gouvernement à lâcher. Mais les sages-femmes n'entendent pas se faire berner : les soi-disant augmentations de salaire de 500€ comprennent la prime de 183€ arrachée il y a 1 an et demi... Après c'est une revalorisation de grille de 78€ et une prime (encore !) de 240€ pour exercice médical, mais seulement à l'hôpital.

Tentative de division du mouvement, « augmentation » type équation à faire pâlir un mathématicien... Lundi, les sages-femmes de Delaf ont campé devant l'ARS et ont obtenu une rencontre avec la direction générale de l'offre de soins.

Vous avez dit « attractivité » ?

La faute aux jeunes qui ne restent pas, aux collègues qui s'en vont ou ne veulent pas faire d'heures supp, à celles en arrêt maladies, à celles qui préfèrent l'intérim. Les hospitaliers sont donc responsables de la situation en cours et devraient porter les souffrances que la société fait peser sur les malades et les travailleurs de la santé ? Non, c'est au pouvoir en place d'assumer ses choix.

« *On ne peut rien faire, il y a impossibilité d'embaucher car personne n'est suffisamment formé et ne veut venir travailler* ». L'épidémie de covid a commencé en Chine il y a plus de deux ans et, au-delà de celle-ci, les limites du système de santé, organisées par les politiques en place, sont visibles depuis bien plus longtemps. Il n'y avait donc aucun moment pour former des travailleurs de la santé ? Pour l'augmentation de salaire, ça peut se faire la semaine prochaine, les bourgeois ne manquent pas d'argent à réquisitionner.

Manifestation du 4 : du FRIC pour la santé !

20 % de lits d'hôpital et des services d'urgence fermés, 1 300 élèves infirmiers qui ont démissionné en cours d'étude ces trois dernières années, des vagues de démissions chez les hospitaliers tant la surcharge et les conditions de travail à l'hôpital deviennent intenables.

Un bilan bien loin des déclarations de Macron lors de son allocution, qui se vantait de « *soutenir les soignants* » et d'avoir « *investi dans la santé* » ! Le peu qui a été obtenu, ce sont les hospitaliers qui l'ont imposé par des mois de lutte et de grèves.

Les exemples de mobilisation ne manquent pas, la manifestation du 4 décembre, appelée par différents collectifs et syndicats, est l'occasion d'un rendez-vous de toutes les luttes pour un même objectif : une augmentation générale des salaires et des embauches.

Ça suffit les miettes par-ci, par-là.

La campagne de Philippe Poutou

Notre camarade, seul ouvrier en lice pour la présidentielle, continue de porter les revendications essentielles du monde du travail dans cette campagne. Lors de deux meetings tenus cette semaine à Toulouse, le 23 novembre, plusieurs centaines de personnes ont pu l'entendre appeler notamment à « *l'expropriation des capitalistes* ».

Ce week-end à Paris, Philippe était présent pour la manifestation contre les licenciements. Licencié par Ford après une longue lutte, il était particulièrement bien placé pour conseiller aux travailleurs menacés de « *retrouver du culot dans les revendications, pour ne plus être sur la défensive* ».

Une politique criminelle contre les migrants

Macron et Johnson s'accusent mutuellement d'inaction face au drame des migrants dans la Manche. Ils sont responsables du naufrage qui a coûté la vie à 27 personnes jeudi dernier. Ils cherchent à se dédouaner en parlant de lutter contre le « trafic migratoire » : c'est leur politique anti-migrants qui alimente le trafic des passeurs. Tant qu'il y aura des frontières, il y aura des passeurs.

Le gouvernement britannique délègue le refoulement des migrants aux flics de Macron, qui harcèlent les migrants à Calais pour les faire fuir… Leur seule solution est de traverser la Manche. Les criminels, ceux qui transforment la Méditerranée ou la Manche en cimetières sont les gouvernements qui barricadent leurs frontières.